

Syrie: la « doctrine Fabius » entre dans une zone de turbulences

L'OPINION

Jean-Dominique Merchet

16 novembre 2015 à 07h15

Alors que les opérations militaires pourraient s'intensifier, la politique française du « ni Bachar, ni Daech » est de plus en plus contestée au sein du pouvoir

Barack Obama et Vladimir Poutine se sont mis d'accord sur la nécessité d'une transition politique en Syrie menée par les Syriens eux-mêmes avec des discussions sous l'égide des Nations Unies, lors de leur entretien dimanche au sommet du G20, a déclaré un responsable de la Maison Blanche.

Pur hasard de calendrier : le porte-avions Charles de Gaulle appareillera mercredi de Toulon pour le Moyen-Orient, où ses appareils participeront aux frappes contre Daech. La mission est prévue depuis l'été, mais elle permet à la France de montrer ses muscles au lendemain des attaques terroristes revendiquées par l'État Islamique.

Assurant dimanche soir sur TF1 que « nous sommes en guerre », le Premier ministre Manuel Valls a expliqué que la France allait « frapper en Syrie et en Irak (...) pour détruire cette armée terroriste ». Sur le terrain, l'action militaire devrait donc s'amplifier, mais la politique syrienne de la France du « Ni Bachar, ni Daech », incarnée par Laurent Fabius, est entrée, depuis vendredi, dans une nouvelle zone de

turbulences.

Militairement, la France agit dans le cadre de la coalition américaine. Depuis le début de l'opération Chammal le 19 septembre 2014, l'aviation française a procédé à 285 frappes, dont 5 en Syrie. C'est très peu. En trois jours, les Russes bombardent plus que les Français en un an... Avec moins d'une frappe par jour, cela ne représente que 3,5 % de l'effort de la coalition, assuré à près de 80 % par les Etats-Unis.

Où « taper » ? La France pourrait donc « taper » plus fort, mais à la condition de savoir sur quoi taper. C'est tout le problème : les objectifs sont rares, d'autant plus que les règles d'engagement sont très strictes afin d'éviter les dommages collatéraux contre les civils. Pour la coalition, il s'agit de ne pas reproduire le scénario afghan où des bombardements parfois indiscriminés ont renforcé le soutien de la population aux groupes que l'on combattait...

Alors que la situation reste politiquement très complexe en Syrie, l'effort pourrait continuer à porter d'abord sur l'Irak, notamment au nord où Daech vient de subir une défaite à Sinjar. Grâce à l'appui de l'aviation alliée, y compris française, les combattants kurdes ont pu reprendre le contrôle de cette ville sur l'axe important entre Mossoul et Raqqa, les deux « capitales » de l'Etat Islamique.

En Irak, Daech semble désormais sur la défensive. Il a perdu l'initiative militaire et cela pourrait expliquer son recours au terrorisme à l'étranger, avec les récents attentats (l'avion russe en Egypte, Beyrouth et Paris). A Bagdad et à Erbil, des conseillers militaires français, dont certains issus des forces spéciales, contribuent à la formation de l'armée irakienne et de celle du Kurdistan autonome, aux côtés d'autres alliés. Mais quatorze mois après le début de l'intervention occidentale en Irak, on ne voit toujours pas se dessiner la possibilité d'une grande offensive au sol permettant de porter un coup mortel à Daech.

Les pays arabes en retraite. L'une des principales difficultés rencontrées par la

coalition américaine est l'absence quasi totale d'implication militaire des pays arabes, au premier rang desquels l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Ce n'est pas faute de moyens militaires, mais bien de la volonté de s'engager directement. Car leurs armées interviennent massivement au Yémen depuis mars dernier. Il est vrai qu'il s'agit d'y combattre la milice houthie, apparentée aux chiïtes et soutenue par l'Iran. Un ennemi beaucoup plus « intéressant » à leurs yeux que les sunnites radicaux de Daech.

En Syrie, sept semaines d'intervention russe ont toutefois permis de relancer le processus politique au niveau international, comme on l'a vu samedi lors d'une réunion à Vienne, puis ce dimanche et lundi au sommet du G20 en Turquie. Samedi, les pays concernés (Etats-Unis, Russie, Arabie Saoudite, Turquie, Iran, Européens, etc.) se sont fixé comme objectif de parvenir à des discussions « formelles » entre le gouvernement syrien et l'opposition d'ici au 1er janvier. Ils ont également réclamé la tenue d'élections d'ici à 18 mois – ce qui ouvrirait la perspective d'une transition politique.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a décrit l'ambiance régnant à Vienne : « Personne ne se fait d'illusion quant à la difficulté de la tâche qui nous attend. » En effet, même si les positions russes et américaines se rapprochent – un facteur essentiel –, des désaccords importants subsistent sur le sort de Bachar el-Assad. L'Iran, bien plus que la Russie, s'en fait l'avocat alors qu'en face, Saoudiens, Turcs et Français exigent son départ rapide.

Bacahr, ennemi de son peuple. Cette position dure de la France survivra-t-elle aux attentats de vendredi ? Beaucoup de voix, y compris dans les cercles dirigeants, plaident pour un assouplissement de la ligne Fabius. Dès le mois de septembre, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait donné le ton : « Notre ennemi à nous, c'est Daech. Bachar al-Assad, c'est l'ennemi de son peuple. »

Si la priorité absolue est désormais d'« éradiquer » Daech, comme le dit Manuel Valls, la chute de Bachar peut attendre et il doit même être possible de s'entendre

avec les Russes et les Iraniens. Comme le rappelle l'ancien ministre Hubert Védrine : « N'oublions qu'au moment de combattre Hitler, il a fallu s'allier avec Staline », qui avait au moins autant de sang de son peuple sur les mains que Bachar. A Paris, cette idée reste toutefois contestée par des experts, comme Jean-Pierre Filiu (*) et des responsables du Quai d'Orsay. Selon eux, une attitude plus favorable des Occidentaux à l'égard du régime syrien reviendrait à pousser de nombreux sunnites dans les bras de Daech.

* Auteur d'un récent livre, *Les Arabes, leur destin et le nôtre* (La Découverte, Août 2015).